



Sylvaine Bourquin, Philippe Pellegrini, Redija Boukhalfa, Benoît Derjard (cant. 6) - Miryana Jukic, Robert Injey, Anne-Laure Chaintron, Régis Durif (cant. 8) - Loïc Fortuit, Mireille Damiano, David Nakache, Marine Vengeon (cant. 1)

ÉDITO

Le dimanche 20 juin, ne laissez pas les autres décider à votre place.

Vous en avez assez des politiques qui favorisent sans cesse les plus riches depuis plus de 20 ans ? Nous sommes une majorité à Nice, dans notre département et en France, à être dans le même cas.

Crise sanitaire ou pas, la droite départementale comme le gouvernement appliquent les mêmes recettes produisant les mêmes effets : toujours plus de chômage et de difficultés pour le plus grand nombre, toujours plus de cadeaux aux plus riches, toujours plus de taxes pour la plupart d'entre nous, toujours moins de pouvoir d'achat, de pouvoir de vivre, toujours moins de salaire, de protection sociale et de services publics, toujours les mêmes menaces sur le devenir de notre planète par manque de volonté politique...

Tout cela est voulu et soutenu par un MEDEF qui n'en a jamais assez. Pourtant, nous sommes une majorité à avoir soif de vivre, soif de justice, de liberté, d'égalité et de fraternité. Nous sommes une majorité à être en colère, à juste titre, contre cette politique qui marche à l'envers mais...

Certain-es sont écœuré-es

Nous aussi. Mais renoncer n'a jamais amélioré la vie au quotidien. Quand on s'abstient, on ne change pas le cours des choses. On donne, au contraire, raison à ceux qui nous dominent. Imaginez la force qu'auraient tout-es les « dégoûté-es » en reprenant espoir et en imposant, ensemble, le choix de l'Humain et de la planète et pas de l'argent.

Certain-es veulent mettre un coup de pied dans la fourmière

Nous aussi. Mais, s'il y a des choses avec lesquelles il faut rompre, il y en a surtout d'autres à construire. Or, que veut le Rassemblement National par exemple ? Diviser les pauvres et les gens modestes, désigner des boucs-émissaires pour éviter de s'attaquer aux détenteurs de richesses qui continuent à s'enrichir sur notre dos. Il veut le recul de l'âge de départ en retraite et l'allongement de la semaine de travail. Ce n'est pas cela bousculer l'ordre établi, bien au contraire.

Certain-es ne veulent plus des Ciotti-Estrosi

Nous non plus. Nous voulons faire des Alpes-Maritimes un département solidaire. Loin des laboratoires sécuritaires et du

rejet de l'autre, nous voulons mener une politique du souci de l'autre et du soin, du soutien aux plus fragiles, frappé-es par la maladie, le handicap ou la pauvreté, et donner enfin aux travailleuses et aux travailleurs sociaux les moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions.

La crise sanitaire et les dégâts de la tempête Alex suffisent à nous montrer que nous devons repenser tout à la fois notre développement économique local déséquilibré par un surtourisme mortifère, l'aménagement urbain et la gestion des sols, notre politique écologique et notre équilibre social. Nous ferons, ensemble, du Département des Alpes-Maritimes, un département vert, citoyen et solidaire.

Dans notre ville, notre département : agissons ensemble !

Nous nous proposons d'agir pour améliorer nos vies, pour la justice sociale, pour développer et moderniser les services publics, pour l'égalité des territoires, pour la transition écologique, pour donner un avenir à nos enfants et petits-enfants. Élu-es au Conseil départemental, nous agissons, avec vous, en ce sens. ■

DIMANCHE 20 JUIN, NE VOUS ABSTENEZ PAS : VOTEZ !

Nice-8 - Vos candidates et candidats : **Anne-Laure CHAINTRON** et **Robert INJEY**
Miryana Jukic et Régis Durif (Remplaçant-es)

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : LA REPRISE EN MAIN

Le Département est un acteur clef du développement économique, de la préservation des commerces de proximité et de la création d'emplois. Depuis des décennies, la droite gère le Département 06 sans autre mot d'ordre qu'un "laisser-faire" anarchique et suicidaire : développement d'un urbanisme commercial sans limites, accélération croissante d'une mono-activité touristique, encouragement du tout profit sans contrepartie de réinvestissement dans l'outil de production, ni de juste rétribution des salarié-es, libres délocalisations vers l'étranger, libres créations ou extensions des centres commerciaux au détriment du petit commerce, libres destructions des terres agricoles au profit du tout béton...

Le temps d'une reprise en main raisonnée est venu. Nous nous engageons à œuvrer pour :

- diversifier et renforcer l'économie locale pour lui permettre de surmonter les crises à venir,

- stopper le surtourisme et réorienter l'industrie du tourisme vers l'éco-responsabilité,
- défendre les commerces de proximité et l'artisanat, imposer un moratoire sur les centres commerciaux et contrôler l'urbanisme commercial,
- impulser et accélérer une transition de notre modèle économique local vers une économie circulaire préservant les ressources, tendant vers la neutralité carbone et créant des emplois non délocalisables,
- soutenir nos PME et TPE, l'économie sociale et solidaire, les circuits courts, l'agriculture paysanne et les filières bio,
- mieux accompagner les entrepreneur-es, de la création d'entreprise au transfert ou à la cessation d'activité et accompagner les salarié-es dans la reprise de leur entreprise en coopérative,
- favoriser la relocalisation des filières stratégiques indispensables à notre souveraineté économique, énergétique, alimentaire et sanitaire.

PERMETTRE À NOS AÎNÉ-ES DE POUVOIR VIEILLIR DANS LA DIGNITÉ

Aujourd'hui, dans le département des Alpes-Maritimes, une place trop importante est laissée aux grands groupes privés spécialisés dans l'accompagnement des personnes âgées dépendantes. Ainsi, là où on devrait avoir une place majeure pour les services publics, on trouve au contraire une logique lucrative incompatible avec l'humain. Il faut que le secteur public soit réinvesti par le Conseil Départemental : c'est sa mission essentielle ! Il faut permettre à nos aîné-es de rester le plus longtemps à domicile par un accompagnement humain et une aide financière pour rendre les logements adaptés, notamment au manque de mobilité. Quand le maintien à domicile s'avère ne plus être possible, l'accueil dans des institutions publiques doit pouvoir se faire à des prix abordables, en coupant le moins possible les personnes dépendantes de leurs repères et de leurs proches. Alors que le nombre de places en EHPAD public est déjà réduit et nettement insuffisant, une part importante de celles-ci se trouvent dans le haut-pays, difficiles d'accès et loin des attaches sentimentales de nombreux résidents et résidentes. La mise en place d'EHPAD publics en cœur de ville sur la bande littorale du département est une nécessité.

SOUTIEN DE VERTS L'AVENIR :

« Verts l'Avenir est une association de militant-es écologistes - venu-es d'EELV - qui estiment que les valeurs de l'écologie politique sont indissociables des valeurs de la gauche. Verts l'Avenir soutient les candidat-es de ViVA! aux élections départementales. Nous partageons la même conviction que la gestion de nos territoires doit s'appuyer sur un éthique irréprochable, et sur la défense conjointe des acquis sociaux et de notre environnement. Face à l'urgence climatique et sociale, le fil vert de nos propositions est également la participation de toutes et tous aux décisions qui nous concernent. Les candidat-es ViVA! sauront représenter ces principes dans le Conseil départemental. »

RSA

"UN FILET DE SÉCURITÉ"

Le revenu de solidarité active (RSA) assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu qui varie selon la composition du foyer. Pour une personne seule sans la moindre ressource, il est de l'ordre de 550 euros par mois. C'est très loin de permettre une vie de château ! Or les bénéficiaires du RSA font l'objet d'une stigmatisation récurrente de la part de la majorité départementale, n'hésitant pas à laisser penser que non seulement ils ou elles sont des assisté-es, mais en plus des fraudeur-ses potentiel-le-s. En réalité, s'il faut bien sûr contrer et sanctionner les abus, il s'agit dans 1% des cas de fausses déclarations, et pour seulement 0,1% de fraudes aggravées... Toujours silencieuse sur la fraude et l'évasion fiscale, la droite préfère traquer les pauvres que leur venir en aide. Avec la crise sanitaire, de plus en plus de personnes basculent dans la précarité : plus 21% de bénéficiaires du RSA entre 2019 et 2020 dans les Alpes-Maritimes ! Mais les jeunes de moins de 25 ans, à l'exception des parents isolés, n'ont toujours droit à rien, réduits à recourir à l'aide alimentaire.

Il est temps de changer de logiciel. Nous nous engageons à :

- **arrêter de stigmatiser les pauvres et remettre la solidarité au cœur des missions du Département,**
- **aller chercher les très nombreux et nombreuses bénéficiaires potentiel-le-s du RSA qui ne font actuellement pas les démarches pour le percevoir,**
- **ouvrir le RSA aux jeunes de 18 à 25 ans et leur garantir un « filet de sécurité » pour ne pas commencer leur vie d'adulte dans la misère et l'indifférence.**

Ensemble, pour un Département solidaire, citoyen et écologique !

Accompagner les personnes en situation de handicap

Le handicap est une compétence centrale du Département. En la matière, il nous semble urgent d'intervenir prioritairement dans trois directions : l'accès aux droits, le transport, les places disponibles en instituts spécialisés.

Avoir des droits, c'est bien, pouvoir y accéder, c'est mieux ! Un dossier d'aide au handicap, ce sont des mois d'attente, quand il n'est pas perdu... La MDPH manque de personnels pour traiter efficacement les dossiers. Nous voulons un vrai service public de qualité avec les personnels nécessaires permettant d'accueillir, informer et

agir vite. Pour cela, il est nécessaire d'embaucher et de créer des guichets d'accueil.

Le Département se charge du transport scolaire des jeunes en situation de handicap. Il faut cesser de déléguer au privé. C'est inefficace et exorbitant. Mettons en place une régie publique qui permette, au-delà des trajets à l'école, aussi les déplacements pour les soins et les inclusions en milieu ordinaire. C'est essentiel pour faire en sorte que les instituts spécialisés ne soient pas des centres fermés. Donnons la priorité aux soins et à l'éducation avec des transports en mesure de s'adapter.

Nous manquons cruellement de places en instituts spécialisés. Il y a quelques années, on estimait à deux ans le temps d'attente pour décrocher une place. Aujourd'hui nombre d'enfants attendent plus du double ! Pendant ce temps, ils occupent des places en ULIS (Unité Localisée d'Inclusion Scolaire), les élèves relevant d'ULIS attendent dans les classes ordinaires... Le Département doit établir le schéma en fonction des besoins, mais aussi libérer des places en trouvant des solutions en foyer pour les adultes. C'est le Département qui en assure la gratuité.

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, C'EST ICI ET MAINTENANT !

La crise sanitaire et la tempête Alex nous montrent à quel point il est urgent de mettre réellement en œuvre la transition écologique. La droite, qui gère le Département et la totalité des intercommunalités azuréennes depuis plusieurs mandats, a tout misé sur le tourisme de masse, la bétonisation et la surconsommation au détriment de l'indispensable équilibre entre le développement des activités économiques et le respect de l'environnement. Persévérer dans cette voie, c'est mettre en danger les habitant-es de notre territoire. A-t-elle compris la leçon ? Non ! L'extension de l'aéroport de Nice et le surtourisme sont maintenus. La bétonisation de la plaine du Var continue alors que nous n'avons que 2% d'autonomie alimentaire. Le tout voiture et le tout camion sont rois alors que les transports représentent 72% des émissions de gaz à effet de serre du département !

Nous nous engageons à :

- Convertir notre modèle de développement en une économie verte, décarbonée, sociale, solidaire et locale.
- Mettre en œuvre, avec l'ensemble des acteurs concernés, un plan de sauvegarde des terres agricoles et développer des filières de production et de distribution bio et locales, en particulier pour les cantines scolaires et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Vos candidates et candidats (Nice, Canton 8)



Anne-Laure
CHAINTRON
Enseignante en REP+, militante pour le climat et insoumise

“ Il est inhumain de traiter les personnes en situation de handicap comme un simple numéro de dossier. Inhumain pour la personne concernée, mais aussi pour celles et ceux qui doivent assurer leur suivi et accompagner leurs démarches.”



Miryana
JUKIC
Travailleuse sociale, engagée dans l'écologie et la solidarité

“ La précarisation de la population augmente alors que le département ne cesse de réduire les budgets des associations d'accompagnement social. Il est temps de revaloriser les moyens humains dans ce secteur...”



Robert
INJEY
Communiste, directeur du Patriote Côte d'Azur

“ Avec la crise sanitaire, une majorité de jeunes est confrontée à la précarité dans tous les domaines, les queues aux collectes alimentaires s'allongent, il y a une grande souffrance. La mise en place d'un RSA pour les 18-25 ans est un impératif. Le RSA n'est pas une fin en soi, mais il est un filet de sécurité pour celles et ceux qui n'ont rien.”



Régis
DURIF
Directeur d'école en REP+, responsable d'une AMAP (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne)

“ S'investir dans une AMAP, c'est développer l'agriculture bio mais surtout locale, comprendre l'importance des circuits courts pour permettre aux producteurs de vivre dignement. L'écologie doit être dans toutes les activités humaines.”

- Sanctuariser les espaces naturels pour préserver la biodiversité, tout faire pour imposer un moratoire sur les projets entraînant une bétonisation et une imperméabilisation des sols, mieux prévenir les risques d'inondations et arrêter les constructions trop proches des lits des fleuves.
- Lutter efficacement contre la pollution atmosphérique en prenant l'initiative, en partenariat avec la Région et les intercommunalités, d'un plan de transports et déplacements départemental cohérent et écologique.

- Accélérer la sortie des Alpes-Maritimes de la pénurie énergétique en développant le solaire thermique et photovoltaïque, l'éolien et la géothermie et réaliser enfin l'isolation thermique des bâtiments publics départementaux, dont les collèges.

À LIRE :

LA SYNTHÈSE PROGRAMMATIQUE DE VIVA! SUR : viva-nice.fr

À quoi servent vos élu-es au Conseil départemental ?

Les 20 et 27 juin, vous allez élire vos élu-es au Conseil départemental. Mais à quoi cela sert-il ? Quelques éléments de réponses sur le rôle du Conseil départemental.

Action sociale

L'action sociale est la compétence principale du Département. Très concrètement, cela concerne :

- la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, la gestion du **Revenu de Solidarité Active (RSA)**,
- l'aide aux personnes âgées : avec la prise en charge de la dépendance, principalement la politique de maintien des personnes âgées à domicile à travers l'**Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA)**, la création et la gestion de **maisons de retraite**,
- l'aide à l'enfance : **Aide Sociale à l'Enfance (ASE)**, **Protection Maternelle et Infantile (PMI)**, soutien aux **familles en difficulté** financière, **adoption**,
- l'**aide aux personnes en situation de handicap** : politiques d'hébergement et d'insertion sociale, prestation de compensation du handicap, **Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH)**,
- le logement et l'habitat : **contrat de ville** et **Fonds Solidarité Logement**.



Collège

Le Département, c'est aussi la **carte scolaire**, la **construction**, l'**entretien** et l'**équipement des collèges**. La gestion des **Agent-es Technicien-nnes, Ouvrier-es** et de **Service (ATOS)**.

Économie et aménagement du territoire

Le Département est un acteur clef du **développement économique**, de l'**emploi** et de la **ruralité**. Il gère les **routes départementales** (hors Métropole Nice Côte d'Azur).

Action culturelle

Le Département a également une compétence culturelle : création et gestion des **bibliothèques** de prêt, des **services d'archives**, de **musées**, de **protection du patrimoine**, etc.

Mais aussi...

La **protection de l'environnement**, les services de **lutte contre les incendies** et l'**entretien des fleuves**. Favoriser l'**activité sportive sur tout le territoire**, soutenir les clubs, financer les équipements sportifs, etc.



RASSEMBLEMENT CITOYEN DE LA GAUCHE ET DE L'ÉCOLOGIE